

REGLEMENT D'ORGANISATION DE LA COMMUNE MIXTE DE ROSSEMAISON

I. DISPOSITIONS GENERALES

Territoire Population	Art. 1	La commune mixte de Rossemaison comprend le territoire qui lui est attribué conformément à la Constitution ¹ , suivant les documents cadastraux et la population qui y est domiciliée
Attributions	Art. 2	Les attributions de la commune sont : <ol style="list-style-type: none">1. La liquidation des affaires qui lui sont dévolues ou abandonnées par les prescriptions légales et les décisions des organes de l'Etat, notamment :<ol style="list-style-type: none">a) l'admission et la promesse d'admission au droit de cité communal;b) l'organisation des votations et élections;c) la police locale (établissement, salubrité publique, police des routes et des constructions, police du feu, police des industries, police champêtre, inhumations et incinérations, surveillance en commun des forêts, service de défense, etc.);d) l'administration des tutelles, la surveillance des fondations et autres affaires du droit des personnes de la famille et des successions;e) l'aide sociale sur la base des dispositions légales et réglementaires ainsi que la collaboration aux assurances sociales;f) les écoles;g) l'aménagement local;h) la construction et l'entretien des chemins communauxi) l'alimentation en eau, l'épuration des eaux usées et l'enlèvement des ordures;j) la levée des impôts communaux et la coopération à la levée des impôts de l'Etat et des paroisses;k) la coopération aux mesures militaires et de protection civile ainsi que dans l'économie de guerre.2. L'administration financière de la commune.3. Les services qu'elle s'impose librement pour le bien public.

¹ RS JU 101

II. DISPOSITIONS COMMUNES

Enumération	Art. 3	Les organes de la commune sont le corps électoral, l'assemblée communale, l'assemblée bourgeoise, les autorités (conseil communal et commissions permanentes) et les fonctionnaires communaux.
Fonctions obligatoires	Art. 4	<p>1 Toute personne ayant droit de vote dans la commune qui est élue à la présidence ou à la vice-présidence de l'assemblée communale, dans une autorité communale ou en qualité de fonctionnaire de la commune, est tenue de remplir ses fonctions pendant deux ans s'il s'agit d'un poste accessoire, que le titulaire en est digne et qu'il n'existe pas de motif d'excuse au sens de l'article 20, alinéa 1 ou 2 de la loi sur les communes (LCo²).</p> <p>2 Sont exceptées les fonctions permanentes.</p> <p>3 Celui qui, pendant deux ans, a fait partie d'une autorité communale ou a revêtu une charge communale, peut résilier ses fonctions et décliner, pendant les deux années qui suivent, toute réélection au même poste.</p> <p>4 La démission doit être présentée trois mois à l'avance au moins. Le conseil communal peut l'accepter avec un délai plus bref s'il n'en résulte pas de préjudice pour la commune.</p>
Diligence et discrétion	Art. 5	<p>1 Les membres des autorités et les personnes liées à la commune par un rapport de service sont tenus d'accomplir consciencieusement et soigneusement les devoirs de leur charge et de se montrer dignes de leurs fonctions par leur attitude. Ils sont tenus à la discrétion à l'égard des tiers en ce qui concerne les affaires qui parviennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et qui, par leur nature ou en vertu de prescriptions spéciales, doivent être tenues secrètes.</p> <p>2 Cette obligation de discrétion subsiste même après dissolution du rapport de service.</p>
Responsabilité disciplinaire	Art. 6	<p>1 Selon la gravité de leur faute, le conseil communal peut infliger aux membres des autorités qui lui sont subordonnés et aux fonctionnaires qui manquent à leurs devoirs les peines disciplinaires prévues à l'article 34 de la loi sur les communes.</p> <p>2 Avant de prononcer une peine disciplinaire, il y a lieu de donner à l'intéressé l'occasion de consulter le dossier, de présenter des moyens de preuve et de s'exprimer sur le cas.</p> <p>3 Les membres du corps enseignant sont soumis aux dispositions de la législation scolaire.</p>
Responsabilité civile	Art. 7	<p>1 Les fonctionnaires, les autres personnes liées à la commune par un rapport de service ainsi que les membres des autorités et des commissions spéciales répondent envers la commune des dommages qu'ils lui causent (art. 36 LCo).</p> <p>2 Le droit fédéral est seul applicable à la responsabilité des organes de tutelle et à celle découlant de travaux à caractère industriel effectués par le personnel de la commune.</p>

² RS JU 190.11

Droit d'initiative	Art. 8	<ol style="list-style-type: none">1 Un dixième des électeurs de la commune peut demander l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un règlement communal.2 Le conseil communal après avoir constaté que l'initiative est valable en la forme, la soumet à l'assemblée communale qui suit.3 L'initiative doit contenir un texte formulé. L'assemblée communale se prononce également sur d'éventuels contre-projets.
--------------------	--------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

III. L'ASSEMBLEE COMMUNALE

Droit de vote	Art. 9	<ol style="list-style-type: none">1 Ont droit de prendre part à l'assemblée et d'y voter :<ol style="list-style-type: none">a) les Suisses, hommes et femmes âgés de 18 ans, domiciliés depuis 30 jours dans la commune;b) les étrangers, hommes et femmes âgés de 18 ans, domiciliés dans le canton depuis 10 ans et dans la commune depuis 30 jours.2 Les personnes interdites pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit ne sont pas électeurs.3 Il n'est pas permis de se faire représenter dans l'exercice du droit de vote.
Registre des votants	Art. 10	Le secrétaire communal tient, selon les prescriptions légales et sous la surveillance et la responsabilité du conseil communal, un registre complet des ayants droit au vote en matière fédérale, cantonale et communale.
Epoque des assemblées	Art. 11	<ol style="list-style-type: none">1 L'assemblée se réunit ordinairement :<ol style="list-style-type: none">a) au printemps, principalement pour traiter les comptes communaux;b) en décembre, notamment pour adopter le budget, fixer la quotité d'impôts, la taxe immobilière, la taxe des chiens et les diverses taxes réglementaires qui sont de la compétence de l'assemblée.2 Des assemblées extraordinaires ont lieu aussi souvent que les affaires communales l'exigent, sur décision du conseil communal ou à la demande écrite d'un dixième des membres du corps électoral.3 Les assemblées extraordinaires demandées par le corps électoral doivent être convoquées le plus vite possible mais au plus tard un mois après le dépôt en bonne et due forme de la demande.4 Les assemblées seront fixées de telle façon qu'un nombre aussi élevé que possible d'ayants droit au vote puisse y participer sans inconvénient majeur.

Mode de convocation	Art. 12	<p>1 L'assemblée communale est convoquée par le conseil communal au moins 7 jours à l'avance par la voie du Journal officiel et selon l'usage local. La publication doit mentionner avec précision les objets à traiter.</p> <p>2 Dans les cas urgents, la convocation à l'assemblée communale peut se faire par communication à domicile, par communication écrite, par affichage public ou par voie de presse dans les journaux régionaux. L'avis doit parvenir à l'ayant droit au moins 24 heures avant l'assemblée.</p> <p>3 La décision portant convocation d'urgence doit, avant son exécution, être communiquée au Service des communes avec l'état des objets à traiter.</p>
Objet à traiter	Art. 13	<p>1 L'assemblée communale ne peut liquider définitivement que les objets portés expressément à l'ordre du jour dans la convocation.</p> <p>2 Une assemblée convoquée en application de l'article 11, alinéas 1 et 2, peut délibérer sur des propositions qui ne concernent pas un objet mentionné dans la convocation; elle peut les prendre en considération ou les rejeter. Les propositions prises en considération doivent être soumises par le conseil communal, pour décision, à une assemblée ultérieure.</p>
Attributions a) affaires matérielles	Art. 14	<p>1 Les affaires désignées ci-après sont du ressort de l'assemblée communale et ne peuvent être transmises à un autre organe :</p> <ol style="list-style-type: none">1. l'adoption et la modification des règlements communaux à l'exception des instructions de service et d'autres dispositions d'exécution prévues dans les règlements;2. l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité communal et la fixation de la finance d'admission;3. la création et la suppression de postes permanents à plein temps ou à temps partiel³; les membres du corps enseignant sont soumis aux dispositions cantonales;4. l'avis à donner concernant la réunion de la commune à une autre et la modification de sa circonscription ainsi que l'affiliation de la commune à un syndicat de communes ; les simples rectifications de limites sont du ressort du conseil communal;5. l'adoption du budget et la fixation des taux des impôts communaux ordinaires et autres taxes;6. l'approbation de tous les comptes communaux;7. la conclusion d'emprunts et l'ouverture de crédits. Sont exclus les emprunts destinés uniquement au remboursement ou au renouvellement de dettes existantes provenant d'emprunts ordinaires ou par souscription;8. les cautionnements et la fourniture d'autres sûretés à charge de la commune;9. la participation financière à des entreprises, oeuvres d'utilité publique et autres semblables, pour autant que la dépense unique excède Fr. 20'000.-- ou que la dépense périodique dépasse Fr. 2'000.-10. l'octroi de prêts dépassant Fr. 5'000.- et ne représentant pas un placement sûr au sens de l'article 27, alinéa 2 de la LCo;

³ voir arrêté du 27.03.1990

		<p>11. la prise en charge par la commune de services nouveaux qu'elle s'impose pour le bien public et le vote des ressources nécessaires lorsque la dépense unique excède Fr. 20'000.-- ou que la dépense périodique dépasse Fr. 2'000.-;</p> <p>12. le vote de crédits supplémentaires</p> <p>a) en cas de dépassements de crédits budgétaires pour autant qu'ils dépassent de 10% les charges totales portées au budget ou les 10% du poste budgétaire concerné mais au moins Fr. 20'000.--. Les dépréciations supplémentaires ne sont pas considérées comme dépassements de crédits;</p> <p>b) en cas de dépassements de crédits d'engagement pour autant qu'ils dépassent de 10% le crédit autorisé mais au moins Fr. 20'000.-- .</p> <p>13. a) les actes juridiques relatifs à la propriété foncière et aux autres droits réels sur les immeubles, lorsque le prix ou l'estimation lors de l'achat dépasse Fr. 5'000.-- et Fr. 5'000.-- en cas de vente;</p> <p>b) lors de l'octroi de droits réels contre une redevance annuelle renouvelable (par exemple rente foncière), le prix est déterminé en multipliant par 25 le montant de la redevance annuelle (valeur capitalisée). La décision de l'assemblée communale intervient à partir d'une valeur capitalisée de fr. 10'000.— ;</p> <p>14. les constructions et les dépenses non prévues au budget annuel lorsqu'il s'agit d'un montant qui dépassera probablement Fr. 20'000.-</p> <p>15. l'ouverture ou l'abandon de procès ou l'appel à un tribunal arbitral lorsque le litige ne rentre pas dans la compétence unique du président du tribunal ou dépasse fr. 8'000.-- pour les actions de droit administratif et qu'une action immédiate du conseil communal n'est pas nécessaire, d'autre part, la décision de procéder à des expropriations;</p> <p>16. l'ouverture ou la fermeture d'écoles existantes ou de classes ainsi que l'introduction d'autres branches d'enseignement non obligatoires et de classes spéciales;</p> <p>17. la fixation des traitements et indemnités dus aux membres d'autorités, aux fonctionnaires et aux employés.</p> <p>2 Les décisions prévues sous chiffre 1 nécessitent pour leur validation l'approbation de l'autorité cantonale compétente. Celles selon les chiffres 7 à 10 sont de la compétence du Service des communes; il en va de même pour le chiffre 11 lorsque les moyens financiers doivent être fournis par voie d'emprunt.</p>
b) Nominations	Art. 15	<p>L'assemblée communale nomme :</p> <p>les scrutateurs et, cas échéant, les secrétaires extraordinaires pour l'assemblée communale</p>
Direction des délibérations, ordre et présentation des objets à traiter	Art. 16	<p>1 Le président ou le vice-président de l'assemblée communale en dirige les délibérations et veille à ce qu'elles suivent un cours régulier.</p> <p>2 Si l'assemblée n'en décide pas autrement, les objets doivent être traités dans l'ordre publié par le conseil communal. Toutes les affaires importantes doivent être présentées à l'assemblée avec un rapport écrit ou oral et une proposition du conseil communal ou d'une commission.</p>

		3 L'assemblée décide toujours sur toutes les questions de procédure qui ne sont pas réglées dans les prescriptions ci-après.
Examen du droit de vote	Art. 17	<p>1 Après l'ouverture de l'assemblée, il est procédé à la constatation du droit de vote des ayants droit présents, à la nomination des scrutateurs et à la détermination du nombre des ayants droit au vote présents.</p> <p>2 Les personnes qui, d'après le registre des votants, ne possèdent pas le droit de vote sont invitées par le président à quitter le local ou à prendre place comme auditeurs à un endroit nettement séparé des ayants droit au vote.</p>
Délibération	Art. 18	<p>1 Après qu'il ait été rapporté par les organes pré-consultatifs sur un objet déterminé, il est discuté d'abord sur l'entrée en matière.</p> <p>2 Si l'entrée en matière est décidée, on aborde le fond de la question.</p> <p>3 Les participants à l'assemblée ne prendront la parole que si le président la leur a expressément donnée. Celui qui l'a obtenue s'exprimera objectivement et le plus brièvement possible sur l'objet traité, sans s'écarter de la question, sinon il sera rappelé à l'ordre par le président, qui lui retirera au besoin la parole.</p> <p>4 En cas de troubles graves, le président pourra interrompre les délibérations pour un temps déterminé et si, à la reprise des discussions, le développement normal des affaires n'est pas possible, il pourra lever l'assemblée.</p> <p>5 L'application des articles 279 et suivants du Code pénal suisse à l'égard des personnes qui, par insubordination ou d'une autre manière, troublent les délibérations, demeure réservée.</p>
Clôture de la discussion par décision de l'assemblée	Art. 19	Si au cours de la discussion, la clôture est demandée ; le président fait immédiatement voter sur cette proposition. Lorsqu'elle est acceptée, ne peuvent plus prendre la parole que les membres qui l'avaient déjà demandée. Le rapporteur de l'organe pré-consultatif a le droit de prendre la parole en dernier lieu avant chaque votation.
Votation : conditions et procédure	Art. 20	<p>1 Dès que la parole n'est plus demandée ou que la procédure prévue à l'article 19 a été suivie, le président déclare la délibération close et fait voter sur les propositions amendées ou combattues.</p> <p>2 Les amendements sont mis aux voix avant les propositions principales, les sous-amendements avant les amendements. La proposition principale ainsi arrêtée par l'assemblée est ensuite opposée à la proposition de l'autorité pré-consultative.</p> <p>3 Le président fixe et explique le mode de voter. Si les ayants droit soulèvent des objections contre le mode de votation, l'assemblée décide.</p> <p>4 Si un point de l'ordre du jour consiste en plusieurs articles, la décision est prise, après avoir délibéré article par article, sur la proposition entière.</p>
Mode de votation	Art. 21	<p>1 Il est voté au scrutin ouvert, (à mains levées ou bien par assis et levé) à moins que le dixième des ayants droit présents à l'assemblée ne demande le scrutin secret.</p> <p>2 Dans les scrutins ouverts, il sera procédé à une contre-épreuve par comptage des voix contraires.</p>

		<p>3 La proposition qui n'est ni amendée, ni combattue est tenue pour acceptée à l'unanimité sans votation. Cette acceptation tacite sera constatée par le président, avec mention au procès-verbal.</p>
Majorité déterminante	Art. 22	<p>1 Pour toutes les votations, c'est la majorité absolue des votants qui décide. Le président participe au vote.</p> <p>2 Au cas où deux amendements opposés obtiennent le même nombre de voix, le président départage. En votation finale, si une proposition recueille autant de voix acceptantes que rejetantes, l'opération est répétée. S'il y a encore une fois égalité de voix, la proposition est considérée comme rejetée.</p> <p>3 Les bulletins de vote blancs et non valables ne sont pas pris en considération pour le calcul de la majorité absolue.</p>
Mode d'élection	Art. 23	<p>1 A moins qu'à la majorité des deux tiers elle n'en décide autrement dans des cas particuliers, l'assemblée communale procède au bulletin secret à toutes les élections, sauf celles des scrutateurs, conformément aux règles suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. le président communique les propositions du conseil communal et donne aux citoyens présents l'occasion de faire d'autres propositions;2. les scrutateurs délivrent, en les comptant à haute voix, les bulletins de vote aux membres de l'assemblée. Le nombre des bulletins distribués est inscrit immédiatement au procès-verbal;3. chaque électeur peut porter sur son bulletin autant de noms de personnes éligibles qu'il y a de postes à pourvoir d'un titulaire;4. les scrutateurs recueillent ensuite tous les bulletins. Si le nombre des bulletins recueillis excède celui des bulletins distribués, l'opération est nulle et il faut la recommencer;5. en cas de validité de l'opération, le résultat est établi par les scrutateurs et le secrétaire sous la surveillance du président;6. les bulletins nuls seront séparés des bulletins valables, de même que les bulletins blancs;7. après deux tours de scrutin et en cas d'égalité et de non désistement, le président tire au sort;8. pour le surplus, sont applicables les dispositions du règlement communal sur les élections.
Obligation de se retirer pour les décisions	Art. 24	<p>1 Les participants à l'assemblée communale ont l'obligation de se retirer lorsqu'il s'agit de traiter des objets qui touchent directement à leurs droits personnels ou à leurs intérêts matériels ou à ceux des personnes qui leur sont parentes au degré prévu à l'article 12, al.1 de la loi sur les communes.</p>

Procès-verbal Art. 25

2 Ont également l'obligation de se retirer les représentants légaux, statutaires ou contractuels des personnes intéressées, ainsi que les notaires chargés de s'occuper de l'affaire.

3 Les personnes qui ont l'obligation de se retirer peuvent, sur décision de l'assemblée communale, être appelées à fournir des renseignements.

1 Le procès-verbal sera rédigé par le secrétaire de l'assemblée. Y seront mentionnés : le lieu et la date de l'assemblée, le nom du président et du secrétaire, le nombre de citoyens présents, toutes les propositions formulées et les décisions prises, ainsi qu'un résumé de la discussion.

2 Le procès-verbal sera rédigé dans un délai de trente jours. Il pourra être consulté au bureau communal.

Les demandes de compléments ou de rectifications devront parvenir, par écrit, au secrétariat communal au plus tard la veille de la prochaine assemblée.

L'assemblée communale se prononcera sur les corrections demandées, sinon le procès-verbal sera approuvé sans lecture. Après approbation, le procès-verbal sera signé par le président et la secrétaire.

3 Toute personne ayant droit de vote dans la commune peut prendre connaissance des procès-verbaux des assemblées communales.

Assemblée
bourgeoise Art. 25
bis

1 Dans la forme prescrite à l'article 12, le conseil communal convoque une assemblée des bourgeois qui sont domiciliés dans la commune et qui ont le droit de vote en matière cantonale en vue de statuer sur :

a) l'admission des personnes possédant l'indigénat de la commune comme bourgeois ayant droit aux jouissances bourgeoises

b) les actes juridiques portant sur la propriété et d'autres droits réels touchant la fortune restant aux bourgeois;

c) l'approbation de décisions de l'assemblée communale ou du conseil communal portant utilisation de la fortune bourgeoise à des fins autres que celles de la bourgeoisie (art. 109, alinéa 2 de la loi sur les communes).

2 Cette assemblée désigne un président choisi en son sein. Le procès-verbal est tenu par le secrétaire communal.

3 Les articles 16 et suivants du présent règlement concernant la procédure s'appliquent aux délibérations et aux votations.

4 Le conseil communal exécute les décisions de l'assemblée bourgeoise.

5 Un représentant du conseil communal assiste à l'assemblée bourgeoise avec voix consultative et droit de proposition

IV. LES AUTORITES COMMUNALES

A. DISPOSITIONS GENERALES

Enumération	Art. 26	<p>1 Les autorités communales sont le conseil communal et les commissions permanentes.</p> <p>2 Elles sont élues dans le respect des dispositions du présent règlement et de celles découlant du règlement sur les élections communales.</p> <p>3 Le cumul lors des élections n'est pas autorisé.</p>
Eligibilité	Art. 27	<p>1 Sont éligibles dans toutes les autorités, les Suisses, hommes et femmes, habiles à voter en matière communale.</p> <p>2 Comme membre des commissions communales, les Suisses âgés de 16 ans au moins et les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques.</p>
Représentation des minorités	Art. 28	Lors de la constitution des autorités, il sera équitablement tenu compte des minorités.
Incompatibilité en raison de la fonction	Art. 29	<p>1 Sont incompatibles avec la qualité de membre d'une autorité communale :</p> <ul style="list-style-type: none">a. les fonctions de membre du Gouvernement et de juge permanent,b. la qualité de fonctionnaire communal à plein emploi immédiatement subordonné à cette autorité. <p>2 Les fonctions de maire, de conseiller communal, de président et de vice-président de l'assemblée communale sont incompatibles.</p>
Incompatibilité en raison de parenté	Art. 30	<p>1 Ne peuvent faire partie ensemble d'une autorité communale :</p> <ul style="list-style-type: none">a. les parents du sang et alliés en ligne directe;b. les frères ou soeurs, germains, utérins ou consanguins;c. les époux, les alliés en ligne collatérale au 2e degré, ainsi que les conjoints de frères ou soeurs. <p>2 Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas non plus occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.</p> <p>3 L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage.</p>
Obligation de se retirer	Art. 31	<p>1 Pour les membres d'une autorité communale, l'obligation de se retirer est la même que pour les participants à une assemblée communale (art. 24).</p> <p>2 Les membres d'une autorité qui ont l'obligation de se retirer peuvent, sur décision de l'autorité communale, être appelés à fournir des renseignements.</p>
Obligations générales	Art. 32	Les membres des autorités communales doivent assister régulièrement aux séances, accepter les mandats et délégations qui leur sont conférés et vouer le plus grand soin à la liquidation des affaires de la commune, pour le bien et la prospérité de celle-ci.

Secrétaire	Art. 33	Le secrétaire qui participe à une séance d'une autorité, mais qui n'en est pas membre, possède une voix consultative et le droit de faire des propositions.
------------	---------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

B. LE CONSEIL COMMUNAL

Composition et durée des mandats	Art. 34	<p>1 Le conseil communal se compose de sept membres, le président (maire) y compris. Il est élu pour quatre ans.</p> <p>2 Après trois périodes de fonctions consécutives, les membres du conseil communal et des commissions nommées par le corps électoral ne sont pas rééligibles pour une période suivante. Le fait d'entrer en fonctions par suite de vacance (démission, révocation, décès) n'entre pas en ligne de compte quant à la disposition ci-dessus.</p> <p>3 Il désigne son vice-président au début de chaque année pour une durée d'un an et fixe la formation des dicastères.</p>
Attributions en général	Art. 35	<p>1. Le conseil communal est l'autorité ordinaire d'exécution, d'administration et de police de la commune.</p> <p>2. Il est chargé de l'administration de toutes les affaires qui lui sont dévolues par les lois, décrets ou ordonnances fédérales ou cantonales, par les décisions spéciales des autorités cantonales, ou par les règlements ou décisions de la commune. Le conseil communal liquide en général toutes les affaires administratives de la commune qui ne sont pas dévolues expressément à un autre organe. Il prépare les affaires qui sont soumises à l'assemblée communale.</p> <p>3 Le conseil communal représente la commune envers les tiers. Son président et le secrétaire communal apposent la signature collective qui engage le conseil et la commune. Restent réservées les dispositions légales ou réglementaires confiant cette représentation à une commission permanente ou à un fonctionnaire.</p>
Attributions particulières	Art. 36	<p>Le conseil communal a notamment les attributions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la police locale, y compris les mesures urgentes à prendre en cas de catastrophes naturelles, danger de guerre, épidémies, etc.; 2. les devoirs de la commune en matière militaire, de protection civile et d'économie de guerre; 3. les affaires tutélaires et les autres affaires du droit des personnes, de la famille et des successions; 4. la surveillance du service de l'aide sociale; 5. la surveillance des constructions, des routes et du service de défense contre le feu; 6. l'organisation des affaires scolaires dans le cadre de ses compétences; 7. les attributions qui lui sont conférées en matière d'impôt par les dispositions légales ou réglementaires; 8. les attributions qui lui sont conférées par l'article 9 de la Loi introductive du Code civil suisse⁴; 9. la surveillance des enfants placés en garde ou en pension dans la commune;

⁴ RS JU 211.1

10. l'administration des biens de la commune, y compris le placement de la fortune, l'établissement du projet de budget et la reddition des comptes;
11. la ratification des actes juridiques relatifs à la propriété foncière et aux autres droits réels sur immeubles, pour autant que l'assemblée communale ne soit pas compétente;
12. la décision concernant les constructions, les autres travaux et dépenses dans le cadre des crédits prévus au budget annuel ou d'une décision spéciale de la commune;
13. la participation financière à des entreprises, oeuvres d'utilité publique et autres semblables, pour autant que la dépense unique ne dépasse pas Fr. 20'000.-- ou que la dépense périodique soit inférieure à Fr. 2'000.--
14. l'octroi de prêts, pour autant qu'il ne s'agit pas de placements sûrs au sens de l'article 27, alinéa 2, de la loi sur les communes et que la somme prêtée ne dépasse pas Fr. 5'000.--
15. la prise en charge par la commune de services qu'elle s'impose volontairement pour le bien public, et le vote des ressources nécessaires lorsque la dépense unique n'excède pas Fr. 20'000.-- ou que la dépense périodique ne dépasse pas Fr. 2'000.--;
16. la nomination des membres des commissions, des fonctionnaires, des délégués et des employés pour autant que, conformément à des prescriptions spéciales, elle ne soit pas de la compétence d'un autre organe; ainsi que, dans les cas urgents la désignation provisoire du titulaire des places devenues vacantes jusqu'à la prochaine réunion de l'organe auquel appartient la nomination;
17. la fixation de la rétribution des fonctionnaires permanents (voir arrêté du 27.03.1990) et la surveillance des fonctionnaires et employés de la commune; l'adoption des prescriptions de service et instructions particulières pour autant qu'elles ne soient pas de la compétence d'autres organes; ainsi que la liquidation des réclamations contre le personnel communal à raison d'actes de service, sous réserve des dispositions de la législation scolaire et des articles 56 et suivants de la loi sur les communes;
18. l'acceptation de la démission des membres des autorités et des fonctionnaires;
19. le décernement de mandats répressifs pour contraventions punissables à des prescriptions réglementaires communales;
20. les décisions concernant les procès à intenter ou à liquider, pour autant que l'assemblée ou un fonctionnaire ne soit pas compétent, ainsi que l'obtention du droit d'expropriation;
21. La délivrance des certificats de moralité et d'indigence. Les certificats urgents d'indigence ou de moralité sont délivrés par le président et le secrétaire du conseil communal.

Dépenses
imprévues

Art. 37

Pour des dépenses imprévues du compte administratif, le conseil communal peut autoriser des crédits supplémentaires pour un montant total de Fr. 20'000.- par exercice comptable

Séances	Art. 38	<p>1 Le conseil communal se réunit ordinairement une fois par semaine, extraordinairement aussi souvent que les affaires l'exigent.</p> <p>2 La convocation est faite par le président. Elle peut aussi être demandée par trois membres du conseil.</p> <p>3 Le lieu et l'heure des séances sont fixés par le conseil communal quand il s'agit de réunions ordinaires, et par ceux qui demandent la convocation quand il s'agit de séances extraordinaires.</p>
Quorum, votations et élections	Art. 39	<p>1 Le conseil communal délibère valablement quand la majorité de ses membres est présente.</p> <p>2 Lorsqu'il s'agit de votations, c'est la majorité absolue des votants qui décide. Le président a droit de vote; en cas d'égalité, il départage.</p> <p>3 Lorsqu'il s'agit d'élections, c'est la majorité absolue qui décide au premier tour de scrutin. Au second tour fait règle la majorité relative. En cas d'égalité, le maire procède au tirage au sort.</p> <p>4 Les élections et les votations n'ont lieu au scrutin secret que si un des membres du conseil le demande.</p> <p>Pour le surplus, les prescriptions établies pour l'assemblée communale sont applicables par analogie aux délibérations et au mode de votation du conseil communal.</p>

C. LE PRESIDENT ET LE VICE-PRESIDENT DU CONSEIL COMMUNAL

Président du conseil communal	Art. 40	<p>1. Le président du conseil communal (maire) dirige les séances de cette autorité, il veille à l'ordre des séances, à la rédaction du procès-verbal ainsi qu'à l'exécution des décisions prises. Il exerce la surveillance sur toute l'administration communale et, à cet effet, il a le droit de prendre connaissance de tous les procès-verbaux et de toutes les pièces.</p> <p>2 Il est préposé aux scellés et il exerce les attributions qui lui sont conférées par l'article 8 de la loi introductive du Code civil suisse, par le Code de procédure pénale⁵ ou par d'autres actes législatifs.</p>
Vice-président du conseil communal	Art. 41	<p>Le vice-président du conseil communal (vice-maire) exerce les fonctions du président lorsque celui-ci est empêché. Dans ce cas, il a les mêmes droits et les mêmes obligations que le président.</p>

D. LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

Président de l'assemblée communale	Art. 42	<p>1 Le président de l'assemblée communale dirige les délibérations de cette dernière et veille à l'observation du présent règlement et des autres dispositions légales ou réglementaires.</p> <p>2 Il signe valablement pour l'assemblée communale conjointement avec le secrétaire de celle-ci, respectivement son suppléant. Il veille à l'exécution des décisions prises</p>
------------------------------------	---------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

⁵ RS JU 321.1

- 3 Le président de l'assemblée communale est autorisé à prendre connaissance en tout temps du résultat des délibérations du conseil communal.

E. LES COMMISSIONS PERMANENTES

Dispositions communes	Art. 43	<p>1 Les commissions permanentes sont nommées pour une durée de quatre ans, sauf dispositions légales contraires. Elles désignent elles-mêmes leur président et leur vice-président. Si des prescriptions légales ou réglementaires spéciales n'en disposent pas autrement, c'est le secrétaire communal qui tient le procès-verbal.</p> <p>2 En ce qui concerne le nombre des membres nécessaires pour prendre des décisions et la façon de délibérer et de voter, ce sont les dispositions relatives au conseil communal qui s'appliquent par analogie.</p> <p>3 Chaque commission doit traiter dans sa prochaine séance les affaires qui lui sont transmises par le conseil commun.</p>
Enumération	Art. 44	<p>Les commissions permanentes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la commission de vérification des comptes; - la commission de l'école primaire; - la commission d'estimation; - la commission de construction; - la commission du centre culturel; - la commission bourgeoise; - la commission du jumelage solidaire avec Zoaga.
Commission de vérification des comptes	Art. 45	<p>1 La commission de vérification des comptes se compose de 3 membres et d'un suppléant nommés par le Corps électoral.</p> <p>2 Elle examine tous les comptes de la commune, les papiers-valeurs et l'état de la caisse et communique, par écrit, au conseil communal à l'intention de l'assemblée communale, le résultat de son examen. Les pièces justificatives et tous les dossiers qui se rapportent à la comptabilité doivent être mis à sa disposition. Elle procédera au moins une fois par année sans avertissement préalable à une révision de la caisse et des papiers-valeurs (art. 40 et 44 du décret sur l'administration financière des communes du 21 mai 1987.</p> <p>3 Les membres du conseil communal et le receveur communal ne peuvent pas faire partie de la commission de vérification des comptes.</p>
Commission d'école primaire	Art. 46	<p>1 La commission de l'école primaire se compose de 7 membres⁶ nommés par le corps électoral.</p> <p>2 Elle exerce les attributions qui lui sont conférées par la Loi sur l'école primaire et le règlement concernant les attributions des commissions d'écoles primaires. Elle exerce en outre la surveillance sur les immeubles des écoles et décide de leur utilisation, dans le cadre des dispositions légales et réglementaires.</p>

⁶ voir arrêté du 02.03.1993

Commission communale d'estimation	Art. 47	<ol style="list-style-type: none">1 La commission communale d'estimation se compose de 3 membres nommés par le conseil communal.2 Son mode d'élection, la durée de ses fonctions et ses attributions sont fixés dans le règlement sur les impôts.3 Pour les révisions générales des valeurs officielles, le conseil communal peut renforcer temporairement la commission en lui adjoignant 2 à 4 autres membres.
Commission de construction	Art. 48	<ol style="list-style-type: none">1 La commission de construction se compose de 5 membres nommés par le conseil communal.2 Son attribution est l'étude des dossiers à l'intention du conseil communal, en fonction de la réglementation sur l'octroi des permis de construire.
Commission bourgeoise	Art. 49	<ol style="list-style-type: none">1 Une commission formée de bourgeois et forte de 5 membres est constituée. Son but est de proposer, conseiller l'assemblée bourgeoise et faire rapport sur les tractations préliminaires relatives à la vente de terrains à bâtir.2 Les membres de la commission ne pourront prendre aucune décision sans s'en référer au préalable à l'assemblée bourgeoise, excepté la répartition des génisses au pâturage bourgeois3 Sur proposition de l'assemblée bourgeoise, le conseil communal nomme une commission bourgeoise au plus tard un mois après les élections communales.
Commission du centre culturel	Art. 50	<ol style="list-style-type: none">1 La commission du centre culturel se compose d'un nombre indéterminé de membres, mais au moins 5, nommés par le conseil communal.2 Ses attributions sont fixées par le conseil communal.
Commission du jumelage solidaire avec Zoaga (Burkina Faso)	Art. 51	<ol style="list-style-type: none">1 La commission du jumelage solidaire avec Zoaga (Burkina Faso) se compose d'un nombre indéterminé de membres, mais au moins 5, nommés par le conseil communal.2 Ses attributions sont fixées par le Conseil communal.

F. COMMISSIONS SPECIALES

Nomination, éligibilité, situation juridique	Art. 52	Il est loisible à l'assemblée communale et au conseil communal de confier la préparation, le préavis ou la surveillance de certaines affaires de leur compétence à des commissions spéciales. La liquidation définitive des affaires demeure réservée aux organes ordinaires.
----------------------------------------------	---------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

G. LES FONCTIONNAIRES COMMUNAUX

	Art. 53	La durée de fonction des membres du corps enseignant est de six ans, celle de tous les autres fonctionnaires de la commune est de quatre ans.
Secrétaire communal	Art.54	<p>1 Le secrétaire communal tient les registres, les rôles et les procès-verbaux des organes de la commune pour autant que d'autres fonctionnaires n'ont pas été désignés pour cela; il fait la correspondance ainsi que tous les actes dont il est chargé par la loi, les règlements ou les ordres des organes communaux compétents. Il est préposé au registre des ressortissants, à celui des habitants et à celui des votants et il engage, ou abandonne les procès administratifs s'y rapportant. Il administre les archives communales et est responsable des papiers-valeurs de la commune pour autant qu'ils soient conservés aux archives. Il remplit les fonctions que lui confère le conseil communal en matière d'impôt, telles que la tenue de l'état des contribuables, l'envoi aux contribuables des formulaires de déclaration d'impôts, la transmission de ces déclarations au Service cantonal des contributions, la communication de renseignements aux organes de l'impôt.</p> <p>2 Le conseil communal précisera les attributions de ce fonctionnaire dans un cahier des charges qui lui est remis lors de son entrée en fonction.</p> <p>3 En cas d'empêchement passager du secrétaire communal, un membre du conseil, désigné par ce dernier, tiendra le procès-verbal de cette autorité et signera pour la commune et le conseil à la place du secrétaire.</p> <p>4 Le secrétaire communal fournit un cautionnement de fr. 7'500.—</p> <p>5 Les fonctions de secrétaire et de receveur communal peuvent être réunies.</p> <p>6 Un poste de secrétaire communal adjoint peut être créé; ce fonctionnaire est nommé par le conseil communal qui fixe son cahier des charges et le montant de la caution.</p> <p>7 Le secrétaire communal est nommé par le conseil communal</p>
Receveur communal	Art. 55	1 Le receveur communal administre, conformément aux instructions du conseil communal, l'ensemble des biens de la commune pour autant que des organes spéciaux n'en soient pas chargés. Il tient la comptabilité et assure le service de la caisse. Il perçoit les redevances communales au besoin par voie de poursuites et de procès. Il verse les traitements du personnel communal et s'acquitte des factures visées en paiement par le

		conseil communal ou son président.
		2 Le conseil communal précisera les attributions de ce fonctionnaire dans un cahier des charges qui lui est remis lors de son entrée en fonction.
		3 Le receveur communal fournit un cautionnement de fr. 15'000.--.
		4 Le receveur communal est nommé par le conseil communal
Préposé à l'agence communale AVS	Art. 56	1 Le préposé à l'agence communale AVS accomplit les tâches qui lui sont attribuées par les prescriptions légales et un règlement spécial. 2 L'agent communal AVS est nommé par le conseil communal.
Corps enseignant	Art. 57	Les droits et les obligations des enseignants sont précisés dans la législation scolaire.
Concierges / cantonniers	Art. 58	Les concierges et les cantonniers sont nommés par le conseil communal qui fixe leurs attributions dans un cahier des charges.
Inspecteur du feu	Art. 59	L'inspecteur du feu exerce les attributions qui lui sont conférées par les dispositions cantonales concernant la police du feu. Il surveille en outre, conformément aux prescriptions de l'Assurance immobilière jurassienne, le commerce des substances inflammables et explosives.
Inspecteur des constructions	Art. 60	1 L'inspecteur des constructions procède aux contrôles prescrits par le décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire. Les travaux de construction terminés, il veille à l'observation des conditions et charges mentionnées par le permis de bâtir et, d'une manière générale, à la sauvegarde de l'ordre légal en matière de construction. 2 L'inspecteur des constructions est nommé par le conseil communal.
Traitement, rétribution	Art. 61	Les traitements de tous les employés communaux sont déterminés par un règlement spécial et fixés par l'assemblée communale.

V. DISPOSITIONS DIVERSES

Employés	Art. 62	1 Le conseil communal engage le personnel auxiliaire nécessaire dans le cadre des crédits ouverts par l'assemblée communale et selon les prescriptions du Code des obligations.
----------	---------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		2 Les droits et les obligations de ces employés sont réglés par contrat.
Dispositions pénales	Art. 63	Les infractions au présent règlement et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de 1000 francs au plus. Le conseil communal prononce les amendes selon les dispositions du décret sur le pouvoir répressif des communes du 6 décembre 1978.
Droit de recours	Art. 64	Les articles 56 à 66 de la loi sur les communes du 9 novembre 1978 traitent des dispositions relatives au droit de recours.
Entrée en vigueur	Art. 65	Le présent règlement entrera en vigueur dès son adoption par l'assemblée communale et son approbation par le Gouvernement. Il abroge toutes dispositions contraires de règlements antérieurs de la commune, notamment le règlement d'organisation du 25.04.1988 et les modifications apportées en 1990, 1993 et 2003.

Ainsi délibéré et accepté par l'assemblée communale du 28 juin 2004

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

Le président : La secrétaire :
Marc de Gasparo Solange Pheulpin

Certificat de dépôt

La secrétaire communale soussignée certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communale durant le délai légal de vingt jours avant et vingt jours après l'assemblée communale du 28 juin 2004.

Les dépôts et les délais ont été publiés dans le Journal officiel.

Aucune opposition n'a été formulée pendant le délai légal.

Secrétariat communal : Solange Pheulpin
Rossemaison, le 26 août 2004